

La culture? une exception dans la campagne ?

PRÉSIDENTIELLE - À quelques semaines des élections, les propositions sont discrètes à défaut d'être novatrices. Tour d'horizon de quelques-unes d'entre elles parmi les plus marquantes.

De la gauche à la droite, en passant par le centre, tout le monde s'accorde sur le constat. La politique culturelle s'est construite, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, sur l'élan impulsé

LA MACHINE S'ESOUFFLE

Depuis une dizaine d'années, la machine s'essouffle, doucement mais sûrement. La décentralisation rime avec désengagement de l'État. Le formatage des œuvres, qu'elles soient télévisuelles, cinématographiques, théâtrales ou littéraires, est la règle imposée par les producteurs. L'éducation artistique est devenue le parent pauvre de l'éducation nationale. Le public est là pour remplir les salles et non pour découvrir une œuvre. Les artistes, depuis la réforme de l'intermittence, sont considérés comme la variable d'ajustement lorsqu'il faut faire des économies. Dans ce même ordre d'idées, les musées se doivent d'être rentables. Mais aussi les théâtres, le cinéma et l'édition se doivent d'être rentables. Doucement

● **La droite rêve d'un projet culturel libéral qui ne dit pas son nom.**

● **Les candidats interpellés par l'appel de la revue *Cassandra*.**

● **La culture n'est pas un supplément d'âme. Elle ne peut être maintenue à l'écart de cette élection.**

par le Conseil national de la Résistance qui a permis aux Jean Vilar, Jeanne Laurent, André Malraux et jusqu'à Jack Lang de construire une politique culturelle unique et exceptionnelle. Décentralisation, démocratisation culturelle, éducation populaire et artistique, aide à la création pour le spectacle vivant et création du CNC pour le cinéma, aides à l'édition ont été les moteurs essentiels pour favoriser d'un côté la création tous azimuts et, d'autre part, la recherche de nouveaux publics.

mais sûrement, les politiques initiées par les derniers ministres de la Culture ont introduit le concept du tout mécénat (ou du partenariat, ça fait plus chic que sponsoring). Internet est à la fois brandi comme la modernité absolue (circulation des œuvres, liberté de création) et comme un épouvantail (fins des droits d'auteur, marchandisation à outrance des œuvres).

« Pourquoi les politiques se séparent-ils de tout engagement culturel ? » s'interrogeait la

metteur en scène Julie Brochen l'autre soir à Aubervilliers. « Convincez-nous que vous allez agir ! » poursuit ce même soir le cinéaste Jacob Berger. « J'ai besoin d'actes », ajoutait le réalisateur et auteur de Camarades François Luciani. S'agit-il pour autant de se lancer dans une surenchère de propositions – du genre le programme commun de la culture qu'il vous faut en x propositions – ou de redéfinir à partir du réel, c'est-à-dire de cette formidable aventure qui a prévalu

pendant un demi-siècle et du défi à relever pour les cinquante ans à venir, une politique culturelle audacieuse qui se préoccupe des artistes, des œuvres, de leur circulation et du public ?

À écouter distraitement les hommes et les femmes politiques, on peut avoir le sentiment que tous s'accordent à peu près sur l'idée que la culture doit être au cœur de tout projet de société. À lire attentivement, on mesure qu'il y a des différences notoires que l'écuménisme de certains parvient mal à cacher. Ainsi à l'UMP et à l'UDF, l'idée de rentabilité, de désengagement de l'État et de privatisation constitue le socle de leurs propositions (lire ci-contre).

CONSACRER 1 % DU PNB À LA CULTURE

Cela est plus ou moins avoué, ou alors à demi-mots. Que François Bayrou ne trouve rien à redire à l'opération Abu Dhabi du Louvre, c'est son droit le plus strict. Qu'il fasse mine de s'indigner, en revanche, que le Louvre préfère garder dans ses caves des trésors plutôt que de les faire circuler dans les musées de province, c'est curieux. C'est ignorer ■■■

Le livre, l'édition et la librairie

Petit tour d'horizon, non exhaustif, des problématiques liées à l'édition.

Parmi les enjeux d'un prochain quinquennat, ceux du livre sont rarement mis au premier plan. Pourtant, sa situation est préoccupante. Hormis la BD et la littérature de jeunesse, cette branche, économiquement parlant, stagne. De nombreux petits éditeurs cessent leur activité ou passent dans l'escarcelle des « grands ». Ceux-ci perdent peu à peu leur indépendance, se vendent à des groupes multimédias où à des fonds d'investissement. L'affaire VUP - Editis ne semble pas avoir inspiré les candidats au-delà des grands principes (cependant, la délibération cadre adoptée par la région Île de France est exemplaire, comme celle de Poitou-Charentes, toutes deux inspirées par des vice-présidents communistes). Il est donc urgent d'intervenir sur tous les éléments de la chaîne du livre,

avec un travail prioritaire en direction des maillons les plus fragiles. La diffusion et distribution : élaborer et soutenir des structures efficaces, adaptées aux spécificités de ce segment, et surtout économiquement accessibles. La librairie : maîtrise des coûts fonciers en

centre ville, aide à la constitution de fonds, soutien aux opérations d'animation des librairies « de création » Les écrivains : une mise à plat du statut de l'auteur, de sa protection sociale, de ses périodes non rémunérées, de sa fiscalité est indispensable. Elle doit com-

prendre une réflexion sur la rémunération des interventions de l'auteur dans les manifestations littéraires. La question de sa présence à l'école et à l'université et des moyens de la financer est cruciale.

Les mutations technologiques. La question de l'impact est posée : protection des droits d'auteur, (notamment avec le développement d'initiatives telles que « Google Print », conséquences des nouvelles générations de livres électroniques sur la librairie et l'édition.

Alain Nicolas

RENDEZ-VOUS AU CABARET SAUVAGE

Judi 1^{er} mars, Marie-George Buffet invite les acteurs du monde de la culture à débattre de ces questions-là au Cabaret sauvage, à partir de 19 heures. (parc de La Villette, M^o Porte de Pantin ou de La Villette).

Les propositions de la candidate de la gauche populaire et antilibérale s'articulent autour des points suivants :

► Un effort sans précédent en faveur de

l'éducation, un véritable statut pour celles et ceux qui travaillent dans le secteur de la culture.

► Aide publique renforcée pour une création et une diffusion dégagées des logiques commerciales et financières, une réelle diversité des œuvres dans les grands moyens de communication.

► Le vote d'une loi rétablissant les intermittents dans leurs droits.

► La réunion d'états généraux du spectacle vivant pour élaborer une loi-cadre permettant une véritable

démocratie culturelle en associant artistes, créateurs et citoyens.

► Porter à 1 % du PIB l'effort public pour la culture et maintenir cette dernière en dehors du secteur marchand et des négociations de l'OMC.

► Renforcement des aides à la création cinématographique et à l'édition.

► Numérisation des œuvres du patrimoine

► Suppression en trois ans de la publicité sur les chaînes publiques.

Le chiffre

5

Le 20 décembre 2006, cinq films occupaient 3 749 des 5 300 écrans que compte

le territoire français, soit 70 %. Sur un an, 40 % des films ont occupé seulement 4 % des écrans.

■ ■ ■ que, jusqu'ici, il y a eu une politique d'acquisition et de circulation des œuvres entre les musées dans le pays. Jouer la carte du provincialisme pour quelqu'un qui invoque l'Europe à tout bout de champ, laisse rêver. Cela signifie aussi qu'une politique de droite et une politique de gauche ne sont pas de même essence et n'ont pas les mêmes objectifs. Car c'est aussi et avant tout une priorité qui se traduit par une volonté politique et des moyens. À l'heure où il est de bon ton de chiffrer à tout bout de champ les programmes et les propositions, personne, à l'exception de Marie-George Buffet, ne propose de consacrer 1 % du PNB à la culture. Comme si, devant ce silence, personne n'osait avouer qu'une politique culturelle a un coût. Et un retour sur investissement qui n'est pas palpable : la culture, avant de s'adresser au porte-monnaie, s'adresse à l'intime, à la pensée, elle a pour ambition de former des êtres libres. Le Parti socialiste s'est contenté de deux propositions pour faire de la culture, « le levier de la réussite scolaire » et de « soutenir la création et l'emploi culturels ». C'est peu et c'est inquiétant. Car la culture n'est pas un supplément d'âme. Elle ne peut être maintenue à l'écart de cette élection. Elle est un enjeu majeur de civilisation.

Marie-José Sirach

François Bayrou, l'art de dire tout et son contraire

Lors d'un colloque, samedi dernier, le candidat de l'UDF a laissé entrevoir un peu de son projet culturel.

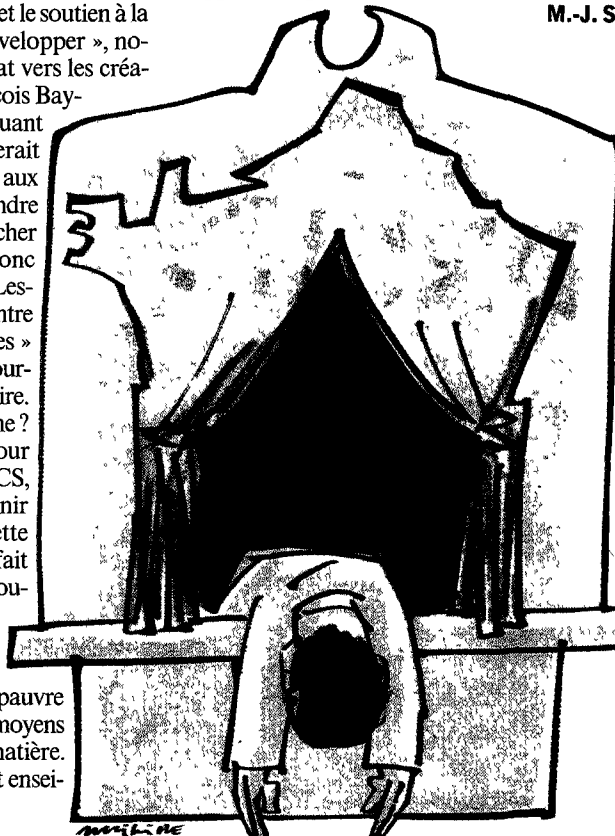
« Il s'agit d'aller à la pêche aux bonnes idées plutôt qu'à la pêche aux voix », dit le plus sérieusement du monde Jean-Marie Cavada, député européen, ancien patron de Radio France. L'UDF a donc convoqué quelques-uns des acteurs de la culture selon son credo habituel – ni gauche ni droite – se posant ainsi comme le rassembleur de toutes les bonnes volontés sur ce sujet comme sur le reste. « La culture ne peut se résumer à ce qui est marchand », explique le candidat centriste dans ses conclusions, faisant sienne la profession de foi de la gauche antilibérale : « La culture n'est pas une marchandise. » On dresse l'oreille. « Tout n'est pas marchand et tout n'est pas État », poursuit-il. Qu'entend-il par le « tout-État » ? Parle-t-il des politiques d'aide à la création, au spectacle vivant ? De l'éducation artistique ? Du patrimoine ? Réponses centristes.

Sur le patrimoine, « les dettes de l'État pour son entretien et sa rénovation pèsent lourd. Beaucoup de monuments sont en perte de vue. Solution : enclencher une « démarche de fondations en la matière ». Sur l'aide et le soutien à la création, « le mécénat est à développer », notamment « le mécénat de l'État vers les créateurs ». Qu'entend donc François Bayrou par « mécénat d'État » ? Quant à l'éducation artistique, « ce serait un progrès social de transmettre aux enfants les outils pour comprendre la musique, etc. Mais ça coûte cher et on n'a pas l'argent. Il faut donc imaginer d'autres chemins ». Lesquels ? Les intermittents, qui « entre deux tournages, deux spectacles » vivent grâce aux ASSEDICS, pourraient intervenir en milieu scolaire. M. Bayrou découvrirait-il la lune ? Sur les 507 heures nécessaires pour ouvrir les droits aux ASSEDICS, un certain nombre peut provenir d'heures d'enseignement. Cette disposition existe donc, elle se fait sur la base du volontariat. Elle soulève beaucoup plus de questions qu'elle n'apporte de réponses sur la place de l'éducation artistique en milieu scolaire, parent pauvre et sans cesse appauvri fautes de moyens et d'ambition politique en la matière. Quant aux liens entre artistes et ensei-

gnants, quant à la formation des enseignants, ce genre de questions ne semble pas avoir effleuré l'esprit de M. Bayrou.

Qui préfère enfoncer des portes ouvertes, fort d'un constat consensuel sur la nécessité de mettre la politique au cœur du projet de société. Ainsi, fidèle à la parole donnée, François Bayrou s'engage, s'il est élu président, à faire voter la proposition de loi-cadre sur l'intermittence. Pour ajouter aussitôt : « L'intermittence n'est pas une action sociale, c'est la forme la plus élaborée d'aide à la production. Elle vise à alléger les coûts de production qui jouent avec les règles de l'intermittence. C'est inacceptable ! L'UNEDIC n'est pas le mécène de la culture française. » Et de poursuivre, plus loin : « On a vécu avec l'idée qu'il n'y avait qu'un référent : l'État. Il faut ouvrir une nouvelle époque. Un certain nombre d'actions de service public peuvent être suscitées par l'État mais pas forcément conduites par l'État ». Moins d'État, plus de fondations, plus de mécénat, cela ne s'appelle-t-il pas le libéralisme ?

M.-J. S.



À l'UMP, l'appel aux financements privés

Le document adopté lors de la Convention culture de la formation majoritaire indique les orientations du candidat Sarkozy. Décryptage.

Le 26 janvier 2006, l'UMP réunissait une convention sur la culture préparée par Renaud Donnedieu de Vabres, l'actuel ministre de la Culture et de la Communication et l'élue de Paris, Françoise de Panafieu. Sous le titre *l'Heure du nouveau souffle*, un document de synthèse y était élaboré, résultat d'un réel travail de groupe, dressant d'abord le constat des politiques culturelles menées depuis des années, de leurs avancées comme de leurs insuffisances. Constat le plus souvent pertinent. Au chapitre des propositions il fallait y noter l'insistance mise sur les financements privés de la culture et le mécénat, comme la critique portée sur les équipements culturels qui n'auraient pas trouvé leur public, ce qui appellerait à une redistribution des moyens vers les publics et des actions spécifiques, non définies. Une perspective assez inquiétante quand il est aussi question dans la même partie de

« restaurer les marges budgétaires qui font désormais défaut en limitant progressivement la part des crédits de fonctionnement de l'administration ». Soit donc, si l'on décrypte, des équipements culturels trop nombreux, trop coûteux et trop de personnel.

Mais si cette synthèse de 56 pages restait toutefois modérée, c'est dans le discours final de Nicolas Sarkozy, qui n'était pas encore le candidat déclaré que s'énonçaient plus clairement un certain nombre d'objectifs. « Fixons des obligations de résultat aux établissements culturels en matière de mécénat », déclarait-il en valorisant très fortement les financements privés, bien plus que ne le faisait le document évoqué ci-dessus. Là où ce même document se félicitait de l'indépendance du ministère de la Culture qui lui avait permis, depuis André Malraux,

de mener une vraie politique, Nicolas Sarkozy proposait, à l'inverse de regrouper la direction des médias, de la Culture et de l'Éducation nationale sous l'égide d'un seul ministère. Concernant la création, le ministre de l'Intérieur se livrait à une critique à peine voilée de la création contemporaine : « Admettons toutefois que le modernisme et la nouveauté ne sont pas les seuls critères de l'esthétique, que l'on est allés trop loin dans certains domaines. » Enfin, après une charge contre les dépenses de fonctionnement du ministère, il évoquait la question du régime d'assurance chômage des intermittents sans autre perspective que celle de faire adopter par le Parlement un régime « pérenne ». Promesse non tenue puisque le groupe UMP à l'Assemblée s'est évertué à faire capoter la loi à l'automne dernier.

Maurice Ulrich

Éditorial

Imagine...

PAR PIERRE LAURENT

Lancé à l'automne par la revue *Cassandra* pour tirer la sonnette d'alarme sur la faiblesse du débat culturel dans l'élection présidentielle, un appel aux candidats s'est couvert en quelques semaines de plus de 1200 signatures de personnalités du monde de la culture. Un signe, parmi d'autres, d'une attente et d'une effervescence, certes étouffées, indécises, mais bien réelles. La rencontre d'Aubervilliers sur la création artistique, tenue lundi dernier à l'invitation de Didier Bezace, en est un autre. La culture, chacun de ces acteurs le pressent, joue, elle aussi, très gros au printemps 2007. Ici comme ailleurs dans toute la société, on cherche, on espère, on désespère... parce qu'il n'est de toute façon plus question de maintenir la force de notre élan culturel sans le relancer puissamment et autrement, dans les conditions d'aujourd'hui. Au risque sinon de passer une bonne fois pour toutes à la moulinette du marché.

Des forces puissantes poussent au triomphe de la marchandisation et de la standardisation. Avec la mise en scène du ralliement à Nicolas Sarkozy de quelques

En appelant à un débat qu'ils estiment insuffisant, les professionnels de la culture mettent peut-être involontairement le doigt sur le rétrécissement de l'imaginaire, aussi en politique.

rare intellectuels médiatiques, la défaite de la pensée est érigée en modèle. Pendant ce temps, le monde de la culture qui crée, travaille, transmet, transforme, innove est réduit au silence dans l'espace public et le nécessaire débat sur les choix politiques culturels. Exemple éloquent : le quinquennat s'achève sans que la loi sur l'intermittence, exigée par tout le spectacle vivant, n'ait été votée. La droite s'est arc-boutée contre jusqu'au dernier jour. C'est une des grandes hontes de son bilan, et elle fait tout pour le faire oublier.

Alors que toute la société aurait besoin d'une nouvelle ambition culturelle pour se transformer, penser autrement son avenir, il est de plus en plus clair que les menaces qui pèsent sur la place de la culture et de la création ont à voir avec la volonté d'enfermer toute notre société dans le repli, la peur, le rejet de l'autre. « Pas un jour ne se passe sans que l'on tente d'atteindre à la capacité d'imaginaire des gens », dénonçait hier dans nos colonnes l'acteur Robin Renucci en appelant à résister à « cette forme de barbarie qui a déjà atteint les corps et veut atteindre les esprits ».

En appelant à un débat qu'ils estiment insuffisant, les professionnels de la culture mettent peut-être involontairement le doigt sur le rétrécissement de l'imaginaire aussi en politique. Comment redonner sa place à la culture dans une société qui bornerait son ambition à intégrer dans tous les domaines une marchandisation exacerbée de l'activité humaine ? Et comment le faire en opposant à cette dérive un pragmatisme de bon aloi qui, outre son manque d'ambition, conduirait inévitablement à entériner la victoire du marché sur la diversité ?

Ouvrons les programmes, ouvrons les fenêtres du débat ! Toutes les propositions ne se valent pas. Pourquoi se condamner à choisir entre la régression et la panne d'idées ? Pourquoi accepter de vouer toutes les audaces politiques au scepticisme ? Il y a un peu plus d'un an, au cœur d'une banlieue que tant d'autres montraient du doigt, le conseil général du Val-de-Marne inaugurait un spectaculaire musée d'art contemporain, un pari culotté et aujourd'hui pleinement réussi. Bel exemple à méditer par les temps qui courent ! Oui, la culture est en quête de nouveaux territoires. L'avenir appartient à ceux qui oseront les défricher. Il n'y aura pas d'ambition culturelle pour tous sans une profonde audace dans le changement politique.

Aux candidats potentiels à l'élection présidentielle

L'appel lancé par la revue *Cassandra* a d'ores et déjà été signé par près de 1 200 personnalités du monde de la culture. Extraits.

Nous sommes particulièrement inquiets de l'absence de véritable projet culturel dans les différents programmes des candidats aux élections françaises. La France est le pays du monde occidental où, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un certain nombre de combats menés par des acteurs de toutes sensibilités politiques ont permis à un service public de la culture assez exemplaire de se développer. Ces outils culturels construits de haute lutte dans notre pays ne doivent pas être abandonnés. Ils doivent au contraire servir de courroies d'entraînement à une Europe qui ne se contente pas d'adopter une attitude suiviste par rapport aux États-Unis d'Amérique. (...) Il est essentiel aujourd'hui, face à une représentation européenne principalement soumise aux exigences de la rentabilité et au démantèlement programmé de nos services publics, de défendre avec force des valeurs, des méthodes et des institutions, qui protègent la culture et la circulation de l'art de l'emprise des critères marchands de l'actuelle « mondialisation ». (...)

Si, dans cette période de transition périlleuse, nous ne manifestons pas, au plus haut niveau de l'État, la volonté politique de prendre en compte l'importance de l'art et de la culture comme outil de civilisation, notre avenir commun est prévisible. Les valeurs immatérielles portées par l'art et par la pensée, pivot de notre identité historique com-

mune, n'auront plus leur place dans une société entièrement soumise au néolibéralisme. (...)

L'absence de prise en compte de cette question majeure de civilisation nous mènerait à une perte de valeurs et à un affaiblissement irrémédiable. Cette démission suicidaire nous rendrait incapables à l'avenir de défendre un point de vue non marchand dans le domaine de la création et de l'esprit. Il est temps de prendre la mesure de cet enjeu.

Parmi les signataires :

Maxime APOSTOLO (directeur de l'association Pulsart). Lucien et Micheline ATTOUN (Théâtre Ouvert). Slimane BENAÏSSA (auteur-metteur en scène). Paul BIOT (Théâtre-Action - Belgique). Julien BLAINE (poète). Jacques BONNAFFÉ (comédien).

Patrick BOUCHAIN (architecte, directeur du pavillon français à la Biennale de Venise 2006). Elisabeth CAILLET (muséologue). Jean-Louis COMOLLI (cinéaste, Paris). Jean CAUNE (auteur, historien des politiques culturelles et professeur à l'Université de Grenoble). Patrick CHAMPAGNE (sociologue, ancien collaborateur de Pierre Bourdieu, professeur à l'EHESS). Nicolas FRIZE (compositeur - Musiques de la boulangerie). Thomas HIRSCHHORN (artiste, Aubervilliers). Bernard LANGLOIS (directeur de *Politis*). Jacques LIVCHINE (Théâtre de l'Unité à Audincourt). Pepito MATEO (conteur/acteur). Marie-José MONDZAIN (philosophe, directeur de recherche au CNRS). Aline PAILLER (productrice, France Culture). Francis PEDUZZI (directeur de la

scène nationale de Calais, président du SYNDEAC).- Yvan RENAR (sénateur du Nord). Robin RENUCCI (comédien, président de l'Association de rencontres internationales artistiques - ARIA Corse et Île-de-France). Jean-Christophe ROYUUX (critique d'art et commissaire d'exposition, conseiller pour les arts plastiques au Ministère de la culture). Michel SIMONOT (auteur associé au théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis et metteur en scène). Bruno SCHNEBELIN (directeur artistique-compagnie ilotopie-Port Saint Louis). Didier SCHULMANN (conservateur au Musée national d'art moderne/Centre Pompidou, chef de service de la bibliothèque Kandinsky). Jérôme TISSERAND (scène nationale de Sète - membre CIPIDF). Pierre-Antoine VILLEMARINE (écrivain et comédien).

Pour vous joindre à cet appel, écrivez à : valerie@horschamp.org L'intégralité des signatures est disponible sur le site: www.horschamp.org.

ILS ONT DIT...**JEANNE LABRUNE, CINÉASTE :**

« En France, le cinéma se porte bien entend-on dire sur tous les tons. Or, la peur de s'exprimer est majeure. Dès qu'on pense, on est taxé d'élitiste, on ne fait pas d'entrées, on est éliminé. Cette logique-là est en place et produit une espèce d'autocensure. Le marché se substitue à la pensée. Ce qui est à l'œuvre, c'est l'élimination de la pensée. Aujourd'hui, le projet n'est plus de fabriquer des êtres libres mais des consommateurs. Dans le cinéma, nous assistons à un phénomène de concentration. Même un petit film est assujéti au marché. Je constate aujourd'hui l'absence de courage politique pour mettre un terme à cette spirale. La politique est gérée comme un hypermarché où se cachent des niches culturelles. Ce rétrécissement du champs des consciences conduit à la perte de la liberté de l'esprit critique. Mais il n'y a pas

que les créateurs qui ont peur. Les hommes politiques ont peur. Ils ont peur de ne pas être réélus. Moi, je n'ai pas peur. J'aimerais que les hommes politiques résumant leur politique culturelle en trois phrases – comme on nous demande de le faire pour convaincre un producteur – pour voir si la pensée politique en trois phrases donne un film. Dites-nous quel est le scénario de la culture ? »

FRANÇOIS VERRET, CHORÉGRAPHE :

« Je suis troublé par le critère quantitatif pour déterminer la pertinence du propos – en amont, en aval et pendant – du geste artistique. Il y a de moins en moins de temps de chercher, d'être dans l'espace du doute. Est-il possible que les critères quantitatifs ne soient plus de la partie ? Lesquels détermineraient, alors, la pertinence des gestes de la création aux yeux des politiques ? »

Quand les acteurs de la culture s'interrogent

Rencontre à Aubervilliers entre artistes et hommes politiques.

La grande salle du théâtre de la commune d'Aubervilliers est pleine à craquer. Ce soir-là, il s'agit d'évoquer « quelle politique pour la création artistique en France ». Étaient conviés des artistes et, bien sûr, des hommes politiques. Parmi ces derniers, certains ont effectué le déplacement. La droite, UMP comme UDF, était absente, certains s'étaient excusés, d'autres pas. « Serions-nous entre-nous ? » s'interrogeait dès lors Didier Bezace, l'hôte de cette soirée. Cet entre-nous, la grande famille de la gauche, du parti socialiste au Parti communiste en passant par les Verts, a montré moins de divergences que pour les deux représentants de la candidate socialiste particulièrement, un vide abyssal en matière de propositions qui en a laissé beaucoup, dans la salle, sans voix. Ce soir-là, les règles du jeu étaient simples. Les artistes devaient poser des questions, interpellier les représentants politiques sur la politique culturelle, la place de l'artiste dans la société... Si Francis Parry, représentant de Marie-George Buffet, a avancé plusieurs propositions, les circonvolutions des représentants de la candidate socialiste faisaient peine à voir et à entendre. M. Parry a avancé des pistes de réflexions sur l'intermittence, le téléchargement, la démocratisation culturelle, l'éducation ar-

tistique, l'audiovisuel. Applaudissements polis à défaut d'être soutenus. Comme le montrera la poursuite des échanges, ce qui est en jeu, au-delà de ces propositions, « c'est la crédibilité accordée à la candidature de Marie-George Buffet quand elle est créditée de 3 % dans les intentions de vote ». Une réflexion qui fait écho à celle de Bernard Sobel qui, dans *l'Humanité* du 15 janvier dernier, disait ceci : « À quoi cela sert-il lorsqu'on ne fait que 3 %, 5 %, 10 % de voter communiste ? C'est un geste qui ne s'explique qu'intellectuellement, un grand paradoxe. Dans la complexité des choses, dans les demi-vérités, dans les mensonges dont on est obligé de faire usage, il y a le problème de l'honnêteté et de la pensée. En dernière analyse, quand on va voter, on est supposé faire appel à l'intelligence, à la pensée de chacun d'entre nous. Si l'on fait appel à la pensée, c'est correct. Si l'on fait appel uniquement à la défense des intérêts, ce n'est pas correct. » Dès lors, les propos socialistes sur la culture semblaient relever plus du folklore que de la pensée. Elles peuvent s'entendre comme un terrible aveu d'impuissance devant l'enjeu formidable que représentent ces échéances électorales de remettre la culture au cœur des enjeux de société.

M.-J. S.